

SPECIAL
LYCEES
FACS

NOUVELLES
PRATIQUES

LE MOUVEMENT AUTREMENT

JANVIER 1986

Sur les murs des lycées, des facs du quartier latin à Paris, les slogans anti-Devequet ont remplacé les graffiti. Une image parmi les milliers qui permettent de mesurer l'ampleur d'un mouvement qui s'est affirmé à de nombreux égards comme une force de renouveau.

La victoire des étudiants a redonné confiance à d'autres secteurs en butte aux attaques gouvernementales et patronales (chambrats, R.A.T.P., marins...) donnant un tour tendu à des actions qui s'annonçaient plus formelles (R.A.T.P.), influençant certains mouvements jusque dans ses formes démocratiques, avec le développement de comités de grève unitaires (B.N.C.F.).

Les étudiants et lycéens français ont aussi indirectement provoqué ou encouragé des mouvements similaires en Espagne, en Italie, en Belgique, voire en Chine!

Assez paradoxalement, jusque dans sa virginité politique et militante, jusque dans ses innovations formelles et limites politiques, le mouvement étudiant et lycéen de novembre - décembre 85 a renoué avec tout ce qui fonde depuis 20 les mobilisations de la jeunesse dans les pays capitalistes avancés.

Lorsque les sociologues à la page avaient découvert la "bof génération" à la fin des années 70, ils avaient justement constaté le repli individualiste, la fin (provisoire ?) du rejet global de la société par les jeunes. Mais, prenant leurs désirs pour des réalités, ils n'ont pas vu que la crise et le chômage ne produisaient pas que le repli, mais aussi des formes de révolte plus diffusées, moins spectaculaires, mais néanmoins bien réelles, notamment sur le terrain de l'humour et des droits de l'homme. La quinzaine de révoltes étudiantes a permis l'expression au grand

jour de préoccupations qui s'affirmaient plus discrètement en particulier dans les lycées, par exemple avec les centaines de milliers de badges "Touche pas à mon pote".

Le mouvement a certes été soudain, surprenant dans son ampleur, mais, comme en 68 ou en 73, ce n'est pas là qu'il faut rechercher son originalité. Car ce que les sociologues de la "bof génération" ont

parce que c'était la première fois que mouvements étudiant et lycéen se conjuguèrent aussi largement, marquant ainsi la révolte de toute une génération. Le fait que la mobilisation ait été victorieuse ajoute à l'effet obtenu. Cette génération a appris qu'il n'y a aucune raison de se laisser marcher sur les pieds, et qu'il suffit parfois d'exiger avec une certaine vigueur pour obtenir son dû.



également oublié, c'est que les cycles de lutte de la jeunesse sont plus courts que ceux de leurs aînés. Une génération de lycéen passe en une poignée d'années. Ceux qui sont descendus dans la rue cet automne sont nés en 1965, ils avaient 20 ans lors de la grève étudiante de 1978.

INEDIT

Pris globalement ce mouvement reste cependant inédit. D'abord par son ampleur : il n'y avait jamais eu en France autant de jeunes rassemblés dans la rue. Et puis

Rédaction - Administration
C/O Editions Gauche Alternatives
89, rue des Couronnes 75020 PARIS
Tel (1) 43 48 38 65
Commission Paritaire 68 439
Directeur de Publication :
Patrick Silberstein
Imprimerie EDIT 71

3 frs

Si l'on suit cependant le développement du mouvement sans trop s'attarder aux détails, on ne peut qu'être frappé par les similitudes avec Mai 68 et, corrélativement, avec le démarrage brutal et inexorable d'une crise politique de grande ampleur. L'appel de Villetaneuse n'est pas tout à fait celui du "22 mars", mais il a suscité une trainée de poudre. Avant que les manifestations et les occupations de facultés ne précèdent les interventions policières musclées, les provocations, la répression violente, les blessés et un mort. Lorsque Chirac cède, les étudiants ont déjà lancé un large appel à la population, aux travailleurs et à leurs organisations syndicales. Et la manifestation du 10 décembre a failli avoir beaucoup de similitudes avec son ancêtre du 13 mai 68, à laquelle Pasqua préparait d'ailleurs ses troupes par un appel solennel à faire front pour défendre la démocratie menacée.

Si une crise politique grave a pu être évitée, ce n'est pas seulement parce qu'à l'approche de Noël, Chirac s'est fait souffler par son ange gardien la seule attitude prudente et raisonnable si l'on tient à son avenir politique. C'est aussi parce que - comme en 68 ! ? - les partis réformistes et le PS en particulier, ont joué le jeu de la responsabilité, s'efforçant entre autre par la direction de l'UNEF - ID interposée, d'éviter que le mouvement dévie de son cadre et de sa revendication unique. La cohabitation a pimenté ce schéma classique : Mitterand a eu beau jeu de dire - après coup - que tout le monde savait qu'il soutenait les étudiants ! Si la crise n'a pas dérapé, c'est aussi parce que le mouvement étudiant est survenu à la suite d'une décennie de défaites ouvrières, dans un contexte de recul d'un mouvement ouvrier qui rechignait toujours plus à s'organiser et à se mobiliser. Autant de difficultés pour que le mouvement face d'emblée tâche d'hôte dans d'autres secteurs, et qu'il soit en état, au delà de ses objectifs immédiats, de se poser à court terme les problèmes de la société dans son ensemble.

Il est clair en tout cas que la mobilisation étudiante et lycéenne de l'automne 88 marque une rupture dans cette période de recul du mouvement social. Ses conditions d'expression et de lutte s'en trouvent modifier. Durablement ? Il est trop tôt pour le dire. Mais cette mobilisation marque la société de la fin des années 80 d'une empreinte d'ores et déjà profonde, rendant toute une génération disponible pour une action de transformation sociale, tout en découvrant dans les entreprises des horizons de possibles que les travailleurs n'imaginaient plus depuis plusieurs années.

Fabrice Jamac

YANN COCHIN : "UN MOUVEMENT PORTEUR DE VALEURS PROFONDES"

Animateur de la grève à l'université de PARIS VIII - Saint Denis, dont il était membre du comité de grève, Yann Cochin a également participé comme délégué aux coordinations nationales étudiantes de fin novembre - début décembre.

La mobilisation étudiante a été un coup de tonnerre dans un ciel serain ?

Il est clair en tout cas qu'elle était pas prévisible dans toute son ampleur. A Paris VIII il y avait eu de petits mouvements revendicatifs dans certains départements, pour protester par exemple contre les conditions de travail, ou le manque de cour du soir pour les étudiants-salariés. Mais ces mouvements sont restés très limités (pétitions, petites A.G...) et n'ont pas abouti. Rien ne pouvait laisser croire qu'il y aurait un mouvement de fond. Ainsi le département Informatique, qui s'est pourtant battu pendant plusieurs mois contre une sorte d'application avant la lettre du projet Devaquet, par l'instauration d'une sélection supplémentaire entre le premier et le second cycle, était resté complètement isolé.

La grève a en tout cas démarré très simplement à Saint Denis lorsque des étudiants de Paris XIII - Villetaneuse, les premiers en grève, sont venus nous voir le lundi 17 novembre. Le mouvement a alors pris son envol et la grève est devenue majoritaire sur la faculté à la fin de la semaine.

Il faut tout de même noter que le mouvement s'est appuyé sur les étudiants les plus jeunes, ceux de premier cycle, qui avaient fait pendant leurs années de lycée l'apprentissage des revendications et des manifestations à travers SOS-Racisme.

N'y a-t-il pas un paradoxe : l'ampleur du mouvement, notamment dans les lycées reflète unras-le-boldépassantlargementla loi Devaquet. Pourtant celui-ci était la cible quasi-exclusive des manifestants, au moins au début.

Au début, il y avait deux choses importantes, la défense des diplômes nationaux, et la revendication d'égalité des droits d'inscription. Mais avec l'inquiétude devant la crise, le chômage, toute une série de revendications latentes se sont exprimées au fur et à mesure, et on a senti une évolution, comme sur le code de la nationalité, dont la dernière

coordination a demandé le retrait.

Au départ, ce qu'étudiants et lycéens ont surtout mal vécu, c'est le fait que toutes ces réformes se soient élaborées dans leur dos. Mais le mouvement était quand même porteur de valeurs plus profondes, en particulier d'égalité, de refus de la sélection et de la disparité des droits d'inscription, droit aux études pour tous...

On comprend bien que le mouvement se soit focalisé sur le retrait de la loi Devaquet, un choix qui apparaît d'autant plus judicieux après la victoire. Mais au-delà de la critique, la réflexion en positif semble avoir été assez faible ?

Au départ, c'était clair. Mais en même temps que le refus, il y avait une volonté de potasser le projet. Très largement les étudiants ont réfléchi. Moi, pour faire débrayer les cours, j'appelais les étudiants à examiner le projet et à juger par eux-mêmes. Ils l'ont fait et ça a marché. A Paris VIII nous avons édité le projet à plusieurs milliers d'exemplaires et ils portaient comme des petits pains.

D'abord il y a eut un mouvement de refus. Puis, dans les A.G., une volonté de passer à autre chose. C'est le cas à Saint Denis, où les conditions d'étude sont particulièrement insatisfaisantes. Mais je crois que c'était aussi vrai, avec des disparités, un peu partout. Ça explique le développement de ces "commissions réflexions", et l'existence de la coordination "matière grise". Il ne faut pas sous-estimer l'ampleur de ce phénomène. Il a simplement eu plus de mal à s'affirmer au niveau national à cause du blocage de nombreux courants politiques.

A Paris VIII, nous avons proposé de développer la réflexion dès les états-généraux du 22 novembre. Puis, dans les coordinations, nous avons fait adopter des amendements pour développer la réflexion et organiser des colloques. Mais des appareils comme celui de l'UNEF-ID sont réticents. Ils seraient en effet contraints de se plier aux exigences qui seraient exprimées par les étudiants à l'occasion d'un colloque national. Et puis l'enchaînement rapide des événements a également freiné la réflexion. Dans les A.G., il fallait chaque jour répondre à de nouveaux problèmes, : la déclaration de Chirac le 30 novembre, les violences à partir du 4 décembre... Avec nos propositions de réflexion, il est vrai que nous étions souvent "en décalage" dans les coordinations.

Le mouvement a-t-il été aussi unitaire et démocratique que l'on l'a dit ?

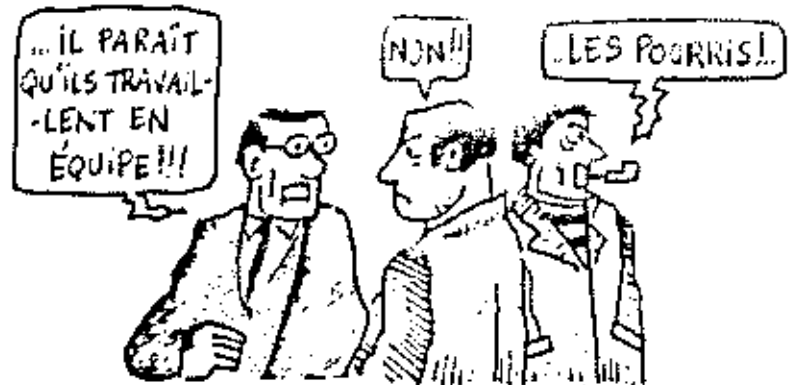
J'ai trouvé les formes du mouvement assez "pures". A Paris VIII, le comité de grève élu préparait chaque jour deux assemblées générales, une à 14 h et une autre à 19 pour les étudiants-salariés. Il y avait de nombreuses commissions et sous-commissions (réflexion, médias, relations avec les lycées ou les autres facs, solidarité avec les étudiants étrangers...). Mais en tirant le bilan nous avons mis en lumière l'insuffisance des relations bilatérales, de fac à fac, hors des coordinations.

La réalisation parfaite de la démocratie n'est pas toujours facile dans des A.G. de plus de 1 000 étudiants. Il faut à la fois que chacun puisse prendre la parole, et que les débats débouchent sur des décisions. Mais je crois que tout le monde est assez satisfait. Les A.G. ont d'ailleurs été très suivies. De même au niveau national, la coordination s'est rapidement imposée et a eu une légitimité permanente. Il faut préciser que les organisations politiques ou syndicales avaient de toute façon une

déroulement. Par exemple, il y a eu des hésitations après les déclarations de Chirac, même si elles ont été vite balayées.

C'était un mouvement massif. La grève était majoritaire. Mais il y avait aussi un important désir de ne pas gâcher le trimestre et l'année. Cela correspond à la situation globale : la crise et le besoin du diplôme pour "s'en sortir" échapper au chômage.

Pourtant, sur notre fac, indéniablement, les étudiants restent mobilisés. nous avons tenu des assises juste avant les vacances de Noël pour faire l'état des lieux et entraîner tous les étudiants, en particulier ceux qui n'ont pas participé activement à la grève, dans un mouvement de réflexion. Ça a été très positif : 700 participants, tous les départements, toutes les filières étaient présents. C'est une première étape, plein de revendications ont surgi et cela a permis d'enclencher une nouvelle dynamique, même s'il est trop tôt pour savoir ce qu'elle donnera. Ça, ça dépendra du rapport de force global dans l'ensemble des facs, et de la capacité des



faible marge de manœuvre. Aucune n'était vraiment majoritaire. Etant donné l'ampleur du mouvement, la première qui aurait fait un pas de travers aurait porté une lourde responsabilité et ne s'en serait pas relevée.

Cependant, je n'en dirais pas autant au niveau lycéen, où il semble qu'il y ait eu plus de manœuvres.

Le reprise des cours a été quasi-instantanée. Que reste-t-il de cette mobilisation ?

C'est l'aspect contradictoire du mouvement. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'il y a eu des frottements pendant son

animateurs du mouvement de maintenir une pression unitaire.

Comme nous nous sommes battus depuis le début pour le développement de la réflexion, nous estimons avoir pour notre part, à Paris VIII - Saint Denis, des responsabilités pour la préparation des états-généraux prévus pour mars par la dernière coordination étudiante. A la rentrée nous pensons prendre des initiatives, par exemple, proposer une réunion nationale des représentants de facs pour préparer les états-généraux. Il faut maintenant lancer une démarche de réflexion et de proposition.

Propos recueillis par
Fabrice JARNAC

L'HEURE DES MENINGES

Dans ce mouvement aux mots d'ordre limités par rapport à ceux qui les ont précédés. La réflexion a toujours accompagné l'action pour cette unique revendication de retrait du projet Devaquet. Avec la fin de la grève, les méninges ne s'arrêtent pas de travailler. Alors que Monory annonce maintenant un développement de la concertation pour la réforme de l'université, les "commissions réflexion" constituées au coeur de la grève dans de nombreuses facultés continuent de se réunir, et une coordination "matière grise" a annoncé sa création au moment-même où la coordination des facultés en grève décidait sa dissolution.

D'abord focalisées par la critique du projet Devaquet, les commissions réflexions, souvent constituées en commun par étudiants, enseignants et personnels ATOS (comme à Tours, Jussieu ou Nanterre), se sont ensuite lancées de manière plus ou moins développée, dans la création de contre-propositions. Souvent limités à quelques pages, des projets circulent et sont discutés, comme à Sorbonne, Nanterre, Montpellier ou Lyon..

Dès les premières coordinations nationales, les délégués de Paris VIII Saint Denis se sont battus pour que le développement de la réflexion soit partie intégrante des objectifs du mouvement. C'est dans la continuité de propositions de ce type que la coordination nationale a adoptée l'idée d'Etats Généraux de l'université au mois de mars prochain. Développer la réflexion de masse apparaît comme une priorité pour nourrir de nouvelles mobilisations, non seulement en réaction aux projets sélectifs et élitistes du gouvernement, mais pour imposer des transformations radicales et positives de l'université et système éducatif, dans ses objectifs, ses moyens et son fonctionnement.

Nombreux sont ceux qui ne souhaitent pas cependant que s'affirme un courant de réflexion d'ensemble. L'UNEF-ID au premier chef, qui préfèrent laisser le champ libre à des négociations dans lesquelles elle aurait les mains libres, tandis que le PS affirmerait ses propres propositions au parlement. Le PC et l'UNEF-SE, prêts tactiquement à toutes sortes d'initiatives,

mais réticents au développement d'un mouvement autonome pour les mêmes raisons que le PS et l'UNEF-ID, des organisations comme les J.C.R./L.C.R., s'opposent à la démarche des contre-plans, au nom du risque de récupération et de glissement vers le réformisme.

A l'opposé de ces conceptions, les alternatifs souhaitent le développement le plus large de la réflexion pour une autre université, et encouragent une élaboration radicale, qui n'hésite pas à rompre les barrières institutionnelles pour définir des propositions à court, moyen, long terme. Il importe pour cela que des initiatives autonomes soient prises dans toutes les facultés, que le colloque "matière grise" soit un succès, et que les états-généraux de mars ne soient pas ainsi seulement, l'affaire de telle ou telle organisation syndicale, mais celle du mouvement étudiant et lycéen dans son ensemble.

F.J.

POLITIQUE DE L'UNIVERSITE, POLITIQUE A L'UNIVERSITE

Après la grève, un temps de réflexion critique, demain des actions nouvelles, tel est à peu près, le rythme du mouvement des étudiants et des lycéens en ce début d'année 1987. Les Etats Généraux de l'Université, prévus pour le printemps par la coordination étudiante, seront l'occasion de faire le point sur ce qui ne pas dans l'éducation nationale, d'élaborer des contre-projets précis.

Parlons donc de l'université. En termes concrets, c'est à dire en fonction de ce mouvement hautement politique, qui a ensolleilé notre automne en faisant reculer ce gouvernement qui se voulait musclé.

Politiques vraiment cette grève et ces manifestations soucieuses de se dérouler hors de tout contrôle d'appareil ? De toute évidence, oui. Un mouvement de masse,

entraînant l'écrasante majorité d'une couche aussi importante que la jeunesse scolarisée, exprime bien plus que ses revendications immédiates. Il signifie une contestation, implicite mais réelle, de toute la politique du pouvoir, de tous les intérêts qu'elle défend, de toutes les structures sociales sur lesquelles elle s'appuie.

Si les élèves des L.E.P. - qui eux connaissent déjà la sélection - si les étudiants de nombreux pays - qui n'ont pas à se soucier ni de Devaquet, ni de Monory - si les conducteurs de trains sont entrés en lutte en se réclamant de ce mouvement, c'est qu'ils se sentaient en accord avec contenu fondamental : refus de l'individualisme érigé en modèle, rejet de la concurrence transformée en éthique, aspiration à une égalité sociale moins formelle que l'égalité que 1789 a inscrit aux

frontons des mairies. Cette égalité-là est incompatible avec le libéralisme dominant. Elle porte en elle la possibilité d'une autre société.

L'UNIVERSITE DOIT ETRE OUVERTE

Parlons donc de cette dimension du mouvement pour mieux déterminer ce que nous voulons, à l'université, à l'école, partout. Le vocabulaire, les thèmes revendicatifs, les perspectives d'avenir restent à définir concrètement. Toutes les contributions seront utiles si elles situent dans la logique politique des trois semaines de lutte.

Autrement dit, il faut penser à l'Université en termes de projets globaux qui, même s'ils sont irréalisables à court terme, donneront un sens aux batailles qui

vont s'imposer dans les prochaines mois (contre les limitations d'inscription, contre les mesures concrètes de discrimination et de sélection...).

Les contours du plus fondamental de ces projets - la place et la fonction de l'université dans la société - se dégagent d'eux-mêmes de l'examen critique de ce qui, sous la pression de la classe dirigeante, se met en place depuis des années. La crise économique que traverse le monde s'accompagne d'une transformation radicale du procès de production. Cette "révolution technologique", le patronat veut la maîtriser à son profit ; il vise à constituer une main d'œuvre dont la formation sera différenciée, entre une minorité hautement qualifiée de cadres capable de maîtriser les nouvelles techniques et une piétaille ouverte seulement aux connaissances de base, suffisante pour les tâches d'exécution. La conséquence, à terme rapproché, une société encore plus hiérarchisée, encore plus élitiste.

L'école et l'université sont des lieux essentiels de la formation. C'est pourquoi on peut y commencer le combat, fondamentalement politique, contre la stratégie actuelle de la classe dominante. Les revendications égalitaires que défendaient les manifestants sont incompatibles avec les projets d'en haut. Tentons de les traduire en termes capables d'initier des actions.

L'ELARGISSEMENT DE L'UNIVERSITE

L'objectif est d'établir un contrôle démocratique sur la révolution technologique en cours et donc sur les politiques économiques qui en découlent. Pour l'atteindre, il faut imposer l'élargissement de l'université, c'est à dire d'augmenter au maximum le nombre de ceux qui recevront une formation supérieure. Il n'y a pas assez d'étudiants en France.

La formation prodigée dans les universités doit être une formation générale véritable. L'université n'est ni une filiale de l'A.N.P.E., ni un centre d'apprentissage de haut niveau. On doit y acquérir des méthodes d'analyse, fondées sur une culture générale. Aussi, s'il est légitime d'ouvrir les facultés sur l'extérieur, sur le monde du travail en particulier, il est néfaste de vouloir adapter l'acquisition des connaissances aux stricts besoins techniques que déterminent les chefs d'entreprises, en fonction des fluctuations du marché du travail. Une nouvelles

élaboration des programmes est indispensable.

L'université doit être ouverte. En amont et en aval. En amont : l'enseignement des lycées et des collèges doit être prévu dans la perspective d'un large débouché des élèves vers l'enseignement supérieur. En aval : l'université doit accueillir (ouverture aux non-bacheliers) ; elle doit permettre aux salariés tous les compléments de formation qui leur sont nécessaires. Comment oublier enfin l'admission des étrangers : lutter contre les quotas de place de plus en plus restrictifs imposés d'en haut est une bonne réponse aux volontés racistes exprimés dans le cadre de la nationalité.

Un dernier mot : l'ouverture n'exclut pas la rigueur dans le contrôle des connaissances, dont il importe de redéfinir les modalités ; elle est incompatible avec une sélection fondée sur l'élimination par des critères non-universitaires, par la multiplication des examens-barrière que d'on ne peut tenter de franchir qu'une fois.

UNE POLITIQUE ECONOMIQUE ALTERNATIVE

Une telle politique coûte cher, qui le nierait ? C'est ce qui fait de la politique universitaire un des enjeux de toute la politique nationale. Il faut précéder à un choix draconien. "Du beurre ou des canons" disait-on autrefois. "L'école ou la bombe H" pourrait-on dire aujourd'hui. L'avenir de l'université est posée en terme de politique économique alternative.

Et l'un des moyens pour le monde universitaire de s'ouvrir sur l'extérieur ne serait-il pas de travailler, dans chaque discipline, sur les choix à faire, la programmation à mettre en place pour une grande politique de formation qui respecte le droit à l'égalité des chances.



La mise au point de semblables perspectives donne tout leur sens et toute leur importance aux batailles ponctuelles qu'imposera la conjoncture pour des crédits, des postes, des budgets. De même, l'insistance sur la nécessité d'une politique d'ensemble permet de mieux faire comprendre pourquoi la concurrence entre universités serait catastrophique, pourquoi doit être maintenue l'idée de service public.

L'université ne se réduit pas à ses seules fonctions économiques et sociales. Les étudiants et les lycéens ne se sont pas révoltés uniquement contre la menace du chômage, ils ont rejeté aussi l'insupportable hiérarchie qui, à l'école, se rétablit sans cesse depuis dix ans, après la brèche temporaire de 1968. La Loi Devaquet avait, à ce propos, le mérite de la clarté, puisqu'elle donnait le pouvoir, dans les conseils d'administration, à la minorité très agissante des "mandarins".

Mais il ne s'agit là que d'un aspect du problème. C'est l'ensemble des rapports enseignants-enseignés qui est, une nouvelle fois, en cause. Il faut, une fois encore, trouver les moyens théoriques et pratiques pour que l'université devienne un bien où travaillent en commun, sur pied d'égalité donc, des gens différents par le statut, les connaissances, l'âge.

L'une des tâches sans doute mais que les formes de mobilisation de la récente grève rend réalisable, au prix d'un effort louable : rénovation pédagogique d'une part (revenons-en aux traditions de l'université critique d'elle-même, de ses programmes, de ses cours) ; démocratisation générale, d'autre part : de la base (départements, U.E.R. ou U.F.R., filières etc...) aux conseils d'université jusqu'au niveau national doivent mises en place des structures qui permettant aux usagers de l'université d'en contrôler le fonctionnement, financier, pédagogique comme administratif.

Cette lutte contre la hiérarchie peut avoir des échos très larges. L'école, l'université demeurent le lieu des projets et des espoirs pour une majorité de familles, de toutes les couches de la population. Leur fonctionnement démocratique importe à une société malade de l'inégalité.

La rue a encore de beaux espoirs de faire céder le pouvoir dans tous les domaines.

Denis Berger

LYCEES : LE MOUVEMENT VU DE LILLE

Le mouvement lycéen a ressurgi de manière inédite. Alors que dans les facs lilloises l'information circulait, après de premières A.G., les lycéens lillois descendaient dans la rue presque spontanément, il suffisait qu'un étudiant qu'un lycéen ou qu'un prof parle de débrayer et hop, une partie du lycée suivait !

C'est ainsi qu'avant la semaine fatidique on pouvait croiser une, deux, voire trois manifs lycéennes dans le centre ville qui se cherchaient ou tout simplement allaient titillé le bahut voisin encore réticent.

La grève n'était pas encore totale, l'organisation très faible, la coordination absente. Point de banderoles ou de mégas, sinon quelques rares prêtés par la C.F.D.T., ou notre association Jeunesse et Société qui prête aussi ses locaux, machines imprimantes, téléphone.

Pendant ce temps les facs structuraient leur mouvement. Des étudiants appuyaient la mobilisation des lycéens qui s'amplifiait. Puis ce fut la première manif massive.

Une coordination lycéenne et L.E.P. réunit une trentaine de lycées de la région (toute la région démarrait, à Douai, Valenciennes, Dunkerque, Roubaix etc...). C'est par milliers - on dit 7 000 pour Douai - que les lycéens envahissaient les pavés du Nord.

Le mouvement lycéen se structura alors. Au lycée Pasteur on élisit en A.G. des délégués mais aussi une commission inter-presse qui rediffusait les informations. Au Lycée Technique Valentine Labbé, les débrayages atteignaient les 90 %, les professeurs se réunirent et votèrent un communiqué de soutien paru très tôt dans la presse qui soutenait les préoccupations lycéennes et précisait les revendications (filières menacées, classes surchargées etc...). On fabriqua les premières banderoles, constitua un S.O., des délégués se désignèrent et on partit en manif rejoindre Pasteur pour se retrouver à la gare d'où on rejoignit la fac pour finalement appeler Lille II non gréviste à s'y mettre aussi ! Les étudiants de Lille III n'en revenaient pas ! Entretiens les N°00 de

"L'Innomable" réalisé par des lycées de Pasteur, V. Labbé et Marcq se vendait à 1 000 exemplaires. Le N°01 se photocopiait à 500 exemplaires auxquels venaient s'ajouter 500 exemplaires tirés par la C.G.T. d'Unilever, à l'autre bout de la ville, qui avait quelques parents d'élèves de V. Labbé. Le comité inter-Pressa lycéen s'était élargi à une trentaine de participants plus ou moins engagés dans l'expérience. Le 4 on était 25 000 à Lille, le 6 12 000 précédés par 2 cercueils loués par les lycéens de Pasteur, le 8 15 000 et enfin le 10 20 000 derrière la gerbe des élèves de V. Labbé même si ce jour-là, peu de lycéens par rapport à la proportion des manifs précédentes étaient présents. Leur banderole appelait avec un tract diffusé le matin, à une coordination lycéenne Lilloise pour préparer les états généraux de l'École en Colère.

ETATS GENERAUX LYCEENS

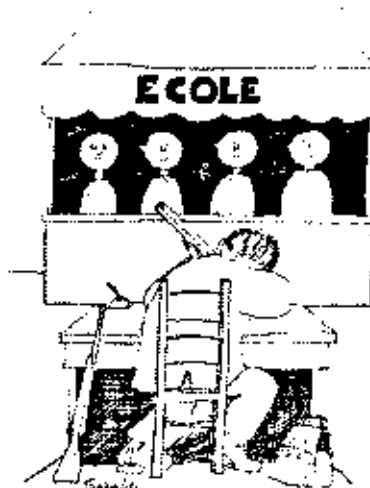
C'est au cours d'A.G. de coordination épuisantes au sein des facs que plusieurs lycéens se sentirent "loin de leurs bases" : violences policières, mort de Malik, appel aux syndicats insuffisamment compris ou expliqué, recul du gouvernement. Tout cela créa une certaine confusion. Il était

temps de faire une pause pour réfléchir.

C'est comme cela qu'apparut pour certains l'idée de créer une commission inter-lycéenne, coordination souple sur Lille, proche du journal, pour préparer et informer sur les états généraux lycéens. Pour continuer autrement, une journée banalisée va être demandée (pour début février) au rectorat (puisque le Ministre se dit prêt à négocier, qu'il permette aux lycéens de s'auto-organiser, de se réunir en A.G. pour décider ensemble) si possible avec les enseignants, éventuellement avec les étudiants qui ont déjà créés des comités de réflexion et de contre-propositions.

Une réunion dès la rentrée est prévue pour préciser les étapes, les objectifs de cette proposition. Le troisième numéro de "L'Innomable" s'en fait l'écho, retransmet le débat. Mais une feuille propre de la commission inter-lycée serait nécessaire pour rétablir les contacts dans chaque lycée. Cela rejoint aussi une proposition de l'UNEF-ID d'une feuille lycées - facs hebdomadaire. Pour l'instant des élèves des lycées Pasteur, Marcq, V. Labbé, ENSATT Roubaix et Quensau participent mais d'autres semblent intéressés.

Correspondant Lille



UN JOURNAL LYCEEN AUTONOME "L'INNOVABLE"

a édité trois numéros sur la lancée du mouvement lycéen. Journal étonnant et détonnant où l'humour, la provocation, cotoient le sérieux. Expression concrète des lycéens avec ses limites mais aussi ses recherches son besoin d'idéal. En tout cas ce sont plus d'un millier de lecteur assidus qui se l'attachent bi-mensuellement et fébrilement et peuvent ainsi poursuivre leurs débats. Car il y a en a pour tous les goûts. On ne saurait que vous conseiller de les imiter, de les contacter, de leur écrire.

L'Innomable 21 rue Patou 59 000 Lille tel (20) 30 13 06 (40frs pour 10 numéros - chèques à l'ordre de Alternative Jeunesse et Société mention lycées).

ETUDIANTS ALTERNATIFS

Un stage étudiant alternatif pluriel s'est déroulé les 11 et 12 octobre 86 à Paris.

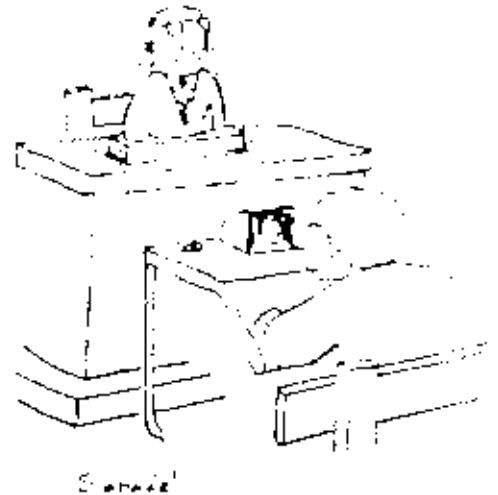
Le groupe inter-facultés parisien de la F.G.A. avait pris l'initiative de rassembler des étudiants d'origine politique et syndicale diverses, Militants du P.S.U., des J.C.R., Communistes critiques, écologistes, militants syndicaux de l'UNEF-ID, de l'UNEF Solidarité Etudiante, de "Pour un Syndicalisme Autogestionnaire", P.S.A.) et de collectifs alternatifs universitaires (Montpellier) se sont retrouvés pour des échanges tenus à ces réflexions et des pratiques différentes à l'université. Le problème de l'alternative à l'université fut tout d'abord posé en regard de la société elle-même. Aussi après une introduction d'Yvon Quiniou, un débat s'engagea sur la crise du mandarin. Puis Denis Berger aborda le thème de la reconstruction du mouvement ouvrier insistant sur le fait que l'issue de la crise actuelle ne peut résulter que d'une transformation des structures. La recomposition qui est alors nécessaire suppose un processus de longue haleine, affirmant l'émergence de nouvelles formes d'organisation et d'une nouvelle culture.

La situation à l'université dominée à ce moment par les menaces du projet Devaquet suscita un débat sur le contenu

de la réforme et la liberté dans laquelle elle s'inscrivait. Plus largement c'était la fonction de l'université, des problèmes qu'elle connaît traditionnellement qui se posaient. Ce thème complété d'une analyse de la jeunesse et des étudiants, pouvait alors permettre de cerner les contours d'une autre stratégie syndicale à l'université. Pour un étudiant de l'UNEF -S E, il faut s'orienter vers un syndicalisme autogestionnaire, utilitaire permettant dans la pratique de s'opposer efficacement aux obstacles rencontrés. Les étudiants de P.S.A. purent poser des problèmes essentiels mais complexes sur l'ouverture des universités aux subventions des entreprises. Il faut pouvoir s'opposer aux projets patronaux à l'université tant au niveau du fonctionnement quotidien des leçons, que des innovations potentielles (pédagogie, nouveaux enseignements, nouveaux moyens techniques dans la réalisation des cours, par exemple) offertes par un élargissement des sources de financement. Mais pour cela, il faut une intervention réelle des étudiants.

Ce stage, première étape dans un échange d'expériences diverses doit pouvoir se poursuivre vers un regroupement large des alternatifs à l'université.

D.L.R.



"Éléments pour une politique alternative à l'université"

Le cercle inter-facultés de la F.G.A. a publié une brochure analysant l'état de l'université. L'analyse de l'institution, la crise des références, le syndicalisme étudiant, autant de thèmes abordés qui permettent de mieux comprendre la situation universitaire.

Commandez vos brochures en joignant par exemplaire 4 timbres à 2,20 frs à : F.G.A. - Cercle Inter-Facultés - 99, rue des Couronnes 75020 PARIS

N'oubliez
pas de
vous
z'abonner

JE SOUCIENS à abonnements(s) pour 10 numéros de
"NOUVELLES PRATIQUES"

au tarif de 100 francs
(abonnement normal)

200 francs
(abonnement de soutien)

JE SOUHAITE DIFFUSER numéros au prix de 12
francs

soit la somme de francs

NOM Prénom

Adresse

Tel : Collectif :

HEURS ET MALHEURS DU LIBERALISME UNIVERSTAIRE

Toutes proportions gardées, Mars 86 ouvrait pour la droite un "état de grâce" à l'université. Un mouvement étudiant alone, des syndicats enseignants exsangues, une montée du "libéralisme" vers le débat idéologique face à un marxisme en crise : la voie semblait toute tracée pour reconstruire l'institution selon les principes chers à ces messieurs.

De 1981 à 1986, et spécialement depuis l'offensive contre la loi Savary (1984), projets et contre-projets avaient fleuri dans les clubs et regroupements situés dans la mouvance du R.P.R. et de l'U.D.F., parfois plus à droite : tout le monde s'y était mis, de l'U.N.I. aux clubs "Perspectives et réalités", du syndicat autonome au Mouvement des Enseignants Libéraux.

Ce bouillonnement que le chiraquien Christian Philip, actuel directeur des enseignants supérieurs, appelle quelque peu pompeusement un exceptionnel travail de réflexion, s'articulait autour d'une "très sainte trinité" liberté, autonomie, concurrence. Dénonçant l'inadaptation de l'appareil de production aux besoins de l'économie et pourtant àprement la bureaucratie et l'uniformité dont "le pouvoir syndical" serait responsable, nos penseurs se passionnaient pour les modèles étrangers (notamment américain) qu'ils rêvaient de transférer en France.

RADICALISME

Le programme initial de la droite était assurément radical. Il était envisagé la possibilité de création d'universités privées à l'initiative de particuliers et d'entreprises. Il fallait renoncer aux diplômes nationaux et promouvoir les diplômes d'université : les universités devaient pouvoir recruter librement du personnel, et fixer elles-mêmes leurs conditions d'accès : on n'hésitait pas à parler de sélection. Dans certaines propositions encore plus extrêmes, les bourses étaient supprimées et remplacées par des prêts personnalisés. Les personnels enseignants et administratifs passaient sous statut privé.

Il apparut bien vite cependant que ce schéma cohérent allait se fissurer à l'épreuve du passage du pouvoir,

Retournant à ses vieux démons, la droite universitaire allait éclater sous les coups de groupes de pression contradictoires, avant que le mouvement de la jeunesse ne donne (provisoirement) le coup de grâce à ses velléités "réformatrices".

L'alle moderniste qui se retrouve surtout dans les écoles d'ingénieurs et dans les grandes universités scientifiques, était surtout intéressée par l'ouverture aux entreprises (financement, contrat de recherches). Elle était sceptique sur la portée d'un projet de loi, certains pensant même qu'il suffisait d'amender la Loi Savary. Elle constatait, non sans raison, que le "dualisme" dans l'université existait déjà en France de part l'existence des grandes écoles et que l'orientation développée par Chevènement lors de son passage au Ministère dégageait sur certains points (libéralisation des droits d'inscription) des éléments de consensus qui permettaient de faire l'économie d'un débat idéologique.



A l'inverse, un courant "revanchiste" autour des mandarins de Droit et de Médecine était principalement obnubilé par la possibilité qui leur était offerte de faire définitivement table rase de 1968 et de la Loi Savary, curieusement baptisée de "Mal 68 par le Haut". Restaurer la hiérarchie, le pouvoir des mandarins dans les conseils, telles étaient leurs ambitions. Peu à même d'être concurrentiels dans la recherche de financements privés, ils n'attendaient de l'autonomie que la possibilité de rétablir de petits potentats dans des "facultés" sur le modèle napoléonien, d'où seraient extirpés des concepts saugrenus comme celui de la pluridisciplinarité. Ils assumaient ouvertement une option mathusienne sur la sélection, alors que l'orthodoxie libérale ne cesse, en référence au modèle

américain, de dénoncer le nombre insuffisant de jeunes entrés dans le supérieur voire comme Alain Blenaymé la médiocrité du financement public et la manque d'enseignants.

CONTRADICTIONS

Tous les ingrédients pour la crise étaient donc réunis d'autant que sur le plan politique les responsables en charge du projet se révélaient incapes à gérer les contradictions : ce pauvre Devaquet, conspué dans toute la France et déeboulonné pour un projet avec lequel il n'était plus d'accord depuis des mois, était coincé entre l'U.D.F. Monory et Durand, conseiller de Chirac et ex-vice président de l'U.N.I. porte parole du lobby des mandarins. Exit Devaquet, resta Monory, qui va lancer une concertation dont on peut parier qu'elle ne débouchera sur rien avant 1988 qui soit susceptible de remettre le feu aux poudres. Le puissant mouvement de la jeunesse a apporté un cinquant démenti à ceux qui tablaient sur son apathie, son individualisme. Au nom des valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité, il a démontré son refus du libéralisme. Mais pour s'inscrire durablement dans la construction d'un rapport de force sur le champ des contradictions du système universitaire et de l'appareil de formation considérée plus globalement, il importe de consolider la victoire obtenue en décembre. Le statut quo actuel représente un recul du pouvoir qui ne résoud pas fondamentalement la crise de l'institution. Tirant les leçons de l'expérience, la bourgeoisie sera tentée de faire passer en douceur, ce qu'elle a eut la bêtise de vouloir faire passer en force, par un texte de loi polarisant tous les mécontentements. A vrai dire, ce processus est déjà en cours.

La sélection est à l'œuvre dans tout le système scolaire, une hiérarchie implicite existe déjà entre facultés et universités, et à l'extérieur de celles-ci. L'ouverture des établissements sur l'extérieur est une réalité incontournable : quel contenu lui donner ? Sur ces questions, sur les relations entre l'université et le monde du travail, il est nécessaire que le mouvement étudiant se dote d'une démarche de propositions dans une perspective de critique radicale du système.

Patrick Abrac